

Les subsides

Une série de comités d'examen de la dette ont été établis. Et pourtant, ces comités n'ont pas le pouvoir de chercher vraiment des solutions qui aboutiraient éventuellement à l'annulation de certaines dettes ou au reconditionnement de dettes cumulées auprès de la SCA et de banques privées. On n'a pas conféré ce genre de pouvoir aux comités d'examen de la dette même s'il est urgent de le faire afin d'alléger la dette de bien des agriculteurs de tout le pays.

Il faut reconnaître que la dette des agriculteurs est en 1988 à la source de nombre de leurs problèmes. Ils ne sont pas responsables de cette situation. C'est le résultat de la folle décision qu'avait prise le gouvernement précédent de laisser grimper les taux d'intérêt jusqu'à des niveaux absolument ridicules, taux à la hausse que les banques ont imposés aux agriculteurs qui avaient contracté des emprunts chez elles. Cet endettement rogne trop sur l'aide accordée au moyen de cette première et cette deuxième série de paiements d'appoint qui ont été consentis et dont nous discutons aujourd'hui.

Nous devons aborder des questions très graves. Pourquoi n'a-t-on pas prévu de solution complète? Pourquoi n'a-t-on pas prévu de stratégie générale? Pourquoi continue-t-on d'apporter des solutions de dernière minute et sur mesure à des situations spéciales, ce qui est nécessaire et que nous avons réclaté, certes, mais qui ne règle pas de manière satisfaisante les problèmes fondamentaux du secteur agricole?

En tant que représentant de l'un des deux comités en Ontario où est concentré le gros de la production de soja, je rappelle que l'allocation dérisoire de un cent consentie aux producteurs de soja a nui au gouvernement bien plus que si ce dernier avait décidé de simplement ne pas inclure le soja dans son programme. Je ne le lui conseillerais pas, évidemment. Je recommande plutôt qu'il aide les producteurs de soja de façon à tenir compte de manière équitable du coût de la production, après avoir fait entrer en ligne de compte les paiements de stabilisation. De la sorte, on donnerait une chance équitable aux producteurs de soja par rapport aux producteurs de maïs et de blé qui, dans ma région de l'Ontario, sont souvent cultivés de pair, comme c'est le cas dans le comté de Kent. Le gouvernement doit à tout prix régler cette injustice dans le projet de loi qu'il finira par présenter, et dans la réglementation qui y fera suite.

En terminant, je signale que tous les députés qui représentent des circonscriptions agricoles ou partiellement agricoles reconnaissent que les difficultés éprouvées par les agriculteurs ne sont pas faciles à régler. Pour y réussir, il faudra intervenir sur le plan national, mais aussi sur les plans international et provincial. En outre, il faut prendre conscience du caractère urgent de ces difficultés qui devrait nous inciter à nous y attaquer de manière beaucoup plus complète et, par conséquent, de manière beaucoup plus sérieuse. Les agriculteurs sont évidemment reconnaissants de cette aide ponctuelle dont ils bénéficient, mais ils n'apprécient pas les retards accusés par le gouvernement pour annoncer ces programmes. Ils sont mécontents des injustices qui frappent une denrée comme le soja. Ils n'apprécient certes pas que le gouvernement ne tienne pas la promesse qu'il a faite avant les élections, alors qu'il s'était

engagé à mettre sur pied un programme global et efficace tendant à permettre aux exploitations familiales de prospérer.

• (1210)

Chose certaine, dans ma région de l'Ontario et dans une bonne partie de l'ouest du pays, l'exploitation familiale est encore grandement menacée. La situation en question s'explique en partie par les programmes internationaux et la politique des États-Unis. Cependant, elle découle également, dans une certaine mesure, de l'absence de stratégie de la part du gouvernement. Il ne tente pas d'élaborer une stratégie tendant à faire face aux problèmes qui affligent les agriculteurs, notamment le problème d'endettement que le gouvernement ne parvient absolument pas à régler. Les agriculteurs s'en souviendront et remettront au gouvernement la monnaie de sa pièce en choisissant d'autres solutions lors des prochaines élections.

Selon moi, si le Nouveau parti démocratique formait le prochain gouvernement, nous adopterions la politique globale promise. Cependant, quel que soit le parti porté au pouvoir, j'espère qu'il mettra en oeuvre une stratégie globale permettant de s'attaquer à tous les problèmes auxquels les agriculteurs doivent faire face. Ce serait préférable aux solutions insatisfaisantes préconisées à l'heure actuelle par le gouvernement, qui consistent à mettre en oeuvre des programmes spéciaux, à la dernière minute, afin de s'attaquer aux problèmes que les agriculteurs doivent surmonter.

M. Keeper: Monsieur le président, je voudrais profiter de l'occasion pour dire quelques mots au sujet de la question dont nous sommes saisis aujourd'hui, surtout du fait que je viens du Manitoba, une province où l'agriculture joue un rôle fort important dans l'économie. Je représente une région urbaine, mais je crois que la plupart des Manitobains sont directement intéressés par l'agriculture. J'espère qu'en contribuant au présent débat, nous pourrions amener le gouvernement à comprendre qu'il est urgent de s'attaquer aux problèmes agricoles.

Je tiens à dire au départ que, selon moi, le gouvernement ne fait pas preuve de l'esprit d'initiative voulu lorsqu'il s'agit de faire face aux problèmes agricoles et de régler les crises que les agriculteurs doivent surmonter à l'heure actuelle. Je voudrais préciser clairement qu'aujourd'hui, dans cette enceinte, nous facilitons les efforts du gouvernement tendant à effectuer un paiement de 800 millions de dollars en vertu de ce programme agricole spécial.

Pour ce qui est du tableau général de la crise dans le secteur de l'agriculture, je voudrais parler des responsabilités du gouvernement et du manque d'esprit d'initiative de sa part.

A quels genres de problèmes les agriculteurs font-ils face de nos jours? Quelle situation observons-nous au Canada agricole? Quel genre de situation observons-nous chez les céréaliculteurs? Elle a atteint un point critique. Elle est critique. Si nous parlions d'un malade à l'hôpital, nous dirions qu'il est entre la vie et la mort. C'est une situation qui exige non pas une intervention superficielle, mais une intervention immédiate et radicale afin de ramener le malade à la santé.